



«Dans cette situation, la vaccination est une question civique»

POLITIQUE Après cent jours au Conseil d'Etat, Mathias Reynard tire un premier bilan positif. Si la pandémie lui prend un temps considérable, il estime pouvoir faire passer ses dossiers, même entouré de ministres de droite.
PAR **ALEXANDRE.BENEY@LENOUVELLISTE.CH**



Seul élu de gauche au gouvernement valaisan, le socialiste Mathias Reynard met en avant ses avancées en pédopsychiatrie, les soutiens à la culture et le pourcentage de femmes dans l'administration. SACHA BITTEL



Le bilan après les cent premiers jours est devenu un classique des nouveaux conseillers d'Etat. Ministre de la santé, Matthias Reynard est un peu celui de la pandémie, dans la mesure des prérogatives cantonales. Face à la presse, qu'il a convoquée, l'élu socialiste met notamment en avant ses avancées en pédopsychiatrie, les soutiens à la culture et le pourcentage de femmes dans l'administration. A l'heure de l'interview, «Le Nouvelliste» est un peu sorti du simple bilan pour lui demander de se positionner sur des sujets d'actualité.

C'est la rentrée scolaire, aujourd'hui, et vous faites le bilan de vos cent jours au Conseil d'Etat. Des regrets?

Il y a un pincement au cœur, car j'adorais mon travail d'enseignant, celui de parlementaire aussi. Je venais dans cette fonction avec quelques appréhensions, mais au final le bilan est très positif. La fonction est beaucoup plus concrète, je peux agir plus vite sur les dossiers. Tout prend moins de temps. C'est ce que j'aime en politique: la possibilité de faire bouger les choses et d'améliorer la vie des gens.

«Je dois lutter contre une pandémie au quotidien, ce n'est pas rien.»

Après cent jours en poste, Franz Ruppen a créé un service et relancé la gouvernance de Rhône 3. Et vous?

Nous avons des défis différents à gérer. De mon côté, je dois lutter contre une pandémie au quotidien, ce n'est pas rien. Et les réalisations concrètes sont déjà nombreuses. Nous avons notamment renforcé les urgences psychiatriques pour les jeunes. Dès mon arrivée, j'ai demandé un rapport de situation à l'hôpital qui a montré une explosion des recours aux consultations et un manque de moyens pour y répondre. Notre projet est entré en vigueur cette semaine. Il comprend une hotline et des postes de travail en plus.

Une hotline, c'est suffisant?

Il est prévu de rencontrer chaque jeune dans la semaine qui suit l'appel. Le Valais a calqué cette organisation sur le modèle mis en place dans des cantons avec plus de moyens. Il est ambitieux. Il permet à un jeune d'être entendu. Et dans bien des cas, ces problèmes peuvent être traités très rapidement. Mais il est important d'agir tôt pour éviter que la situation ne s'aggrave.

Vous êtes membre du premier gouvernement valaisan sans majorité absolue du PDC. Ça change quoi?

Je n'ai pas siégé dans les versions précédentes, mais sans cette majorité, on ne vient pas en séance avec la suspicion que les dossiers sont déjà réglés. Ils sont pris au cas par cas, sans vote pour la plupart d'entre eux. Après, nous discutons et nous adaptons les projets pour arriver à des compromis. C'est le fruit de

consensus.

Seul ministre de gauche, vous arrivez à faire passer vos idées?

Le pire pour moi aurait été une constante tension droite-gauche avec une situation de blocage permanent où je suis cantonné à un rôle d'opposition. Mais il n'y a pas de réflexe partisan autour de la table, plutôt des relations de personnes.

Concrètement, durant ces cent jours, on vous doit quoi?

J'ai proposé un objectif de 36% de femmes dans les commissions administratives, les aides financières liées au Covid, notamment les 10,8 millions pour la culture qui continuent avec le soutien de la Confédération auxquels le canton ajoute 2,3 millions pour des mesures ciblées vers les sociétés de chant et de musique. On pourrait encore citer la mise sous toit, à l'unanimité du Grand Conseil, d'une nouvelle loi pour les droits des personnes en situation de handicap.

36% de femmes alors qu'on est déjà à 33%, ce n'est pas très ambitieux.

Fixer un nouvel objectif alors que le précédent était atteint ne coulait pas de source.

L'une de vos promesses de campagne était la revalorisation

«Le pire pour moi aurait été une constante tension droite-gauche avec une situation de blocage»



permanent.»

salariale des métiers de la santé. Vous avez le pouvoir de le faire?

Tout seul, je ne peux rien. Mais je discute avec l'hôpital pour qu'il y ait une augmentation des bas salaires, voire une prime Covid. Un point qui me tient particulièrement à cœur, c'est une convention collective dans le domaine des EMS et des CMS.

En campagne vous parliez de la fin du copinage, en Valais. Gaël Bourgeois, votre nouveau responsable communication, ce n'est pas un copain?

A l'inverse d'autres cantons, nous gardons l'état-major en place. Et j'ai de la chance d'avoir une bonne équipe autour de moi. Un poste s'est libéré et le processus s'est fait de manière exemplaire avec les RH. Il avait le meilleur dossier. C'est une chance, cependant, de travailler avec quelqu'un que je connais bien.

Le Valais est en retard sur l'objectif de vaccination. Nous arriverons aux 70% d'immunité?

Nous avançons doucement, mais j'espère y arriver.

Aujourd'hui nous sommes dans la moyenne suisse. Deux tiers des plus de 16 ans ont reçu au moins une dose. Avec les retours de vacances les vaccinations reprennent. Ceux qui n'en voulaient pas se disent maintenant que nous n'avons peut-être pas fini avec la pandémie et prennent rendez-vous pour un vaccin.

Que dites-vous à un proche qui n'est pas vacciné?

Je lui recommande de le faire, malgré ses craintes. Il ne faut surtout pas mépriser, mais expliquer. Il y a tellement de fausses informations que j'essaie au quotidien de montrer les faits. Aujourd'hui on ne se vaccine pas que pour soi, mais aussi pour les autres. Si nous n'étions pas confrontés à une pandémie aussi forte, peut-être que je ne l'aurais pas fait, mais dans cette situation, c'est une question civique.

Et à Frédéric Favre, vous dites quoi?

La même chose qu'à mes proches.

Son refus du vaccin péjore le message du gouvernement.

Ce serait plus simple si nous

étions tous les cinq vaccinés. Mais à la fin, c'est son choix personnel, sa responsabilité.

Doit-il se mettre en retrait sur les questions sanitaires, vous laisser la communication?

Durant la pandémie, c'est plutôt le ministre de la santé qui parle et nous allons continuer comme ça.

La constituante a présenté un avant-projet, sans droit de vote communal pour les étrangers, c'est acceptable?

Le Conseil d'Etat n'a pas à interférer dans le travail de cette assemblée élue. D'un point de vue personnel, je constate que le Valais est une anomalie en Suisse romande où tous les autres cantons ont introduit cette mesure.

Le Haut-Valais craint d'être sous-représenté au Parlement. Vous êtes favorable à des quotas d'élus?

Il faut protéger les minorités tant qu'on n'accorde pas une surreprésentation exagérée. Mais on peut s'étonner qu'il n'y ait pas le même élan pour les quotas de femmes.